

Quelle stratégie ?

Pour Solidaires Finances Publiques, le groupe de travail du 17 février, comme celui du 22 novembre 2013, était un rendez-vous essentiel pour faire échec aux restrictions de moyens, à la disparition programmée, à la privatisation ou au resserrement des missions et des sites, bref à l'application pure et simple des contraintes de la MAP ex-RGPP. Car, même si la démarche stratégique a pris la forme d'une liste de 367 actions sur 5 ans (2014 à 2018), son objectif véritable, que Solidaires Finances Publiques avait dénoncé dès l'été 2013, reste bien de concentrer les missions et les implantations.

Quelles conditions de débat en CTR ?

Pour Solidaires Finances Publiques, l'ensemble des actions aboutira bien à bouleverser totalement l'exercice des missions, l'organisation du travail, et les conditions de vie au travail des agents. L'administration a donc bien, selon nous, à satisfaire aux obligations de l'article 57 du règlement intérieur des CHSCT concernant les projets importants. C'est pourquoi nous avons exigé en préalable à la tenue du GT du 17 février un engagement de la DG sur ce point, pour qu'un débat en CTR soit alimenté par une étude en amont de l'impact de la démarche stratégique sur les missions, sur les conditions de travail, sur la question immobilière, sur la formation, ...

La Direction Générale a accepté qu'un (ou plusieurs) CTR se tienne préalablement aux CTL et CHSCT qui devront également en débattre, sur la base d'une « projection par missions ». Solidaires Finances Publiques sera particulièrement vigilant sur les modalités de ces travaux.

Nous n'avons pas la même lecture du plan d'actions !

Le document support du GT était le même que celui qui est en ligne sur Ulysse, document « bien reçu » par les agents selon la DG. Pour Solidaires Finances Publiques, la lecture dynamique de ce document aboutit bien à mettre en œuvre les orientations de la MAP. Il ne faut donc pas se voiler la face, la démarche est moins stratégique que d'application stricte des contraintes.

Dématérialisation, partenariat, professionnalisme, rationalisation, optimisation, sont repris à chaque page et sont bien concrètement synonymes d'abandon de missions par le service public, de « gains » de productivité, de fermetures au public.

Quelles exigences ?

Pour Solidaires Finances Publiques, il faut une véritable stratégie qui s'inscrive résolument dans le service public, le respect des agents et des usagers, avec les moyens nécessaires au bon exercice des missions.

**Ce sont les exigences et revendications que les agents de la DGFIP
porteront le 20 mars 2014 dans les grèves et manifestations.**